

Marius BIGOT, premier secrétaire et principal fondateur de l'Union Départementale des Bourses du Travail, des Unions Locales et des Syndicats CGT du Tarn, le premier septembre 1912 et jusqu'à sa mobilisation en août 1914.

Présentation :

Dans le cadre de ce centième anniversaire de la création de l'Union Départementale des Syndicats C.G.T. du Tarn, le premier septembre 1912, il est utile de rappeler que ce sont des femmes, des hommes, des militantes et des militants, des travailleuses, des travailleurs qui ont faite, je dirais même construite, l'organisation, tant au niveau national, départemental, que local.

Parmi ceux ci, il en est un qui en a été la cheville ouvrière, l'un des créateurs de notre U.D. telle que nous la connaissons : Marius Bigot, le grand père de Jacques Bigot, ancien militant de la C.G.T., Jacques fut l'un des créateurs de la section UJICT dans le Tarn avec Carmona, cadre à la V.O.A. et Jany Favarel assistante sociale à la C.A.F. d'Albi.

Il fut aussi un des anciens adjoints au maire d'Albi sous la mandature de Michel Castel. Il est le continuateur de l'œuvre de celui qui mit en place cette organisation départementale il y a cent ans.

Marius Bigot qui fût le premier secrétaire de l'Union Départementale C.G.T. du Tarn est né le 13 mai 1880 à Castres, il mourra à 38 ans, à quelques jours de la fin de la grande boucherie le 13 octobre 1918. Il fut « une très grande figure du syndicalisme tarnais, un militant d'envergure. » Je viens de citer un passage du livre de Joachim-Pierre Palacin, « 100 ans de syndicalisme à la Bourse du Travail de Castres » publié par l'Institut Tarnais C.G.T. d'Histoire Sociale en 2004 pour les cent ans de cette dernière organisation.

Marius Bigot avait une dimension nationale qui se serait exprimée s'il n'avait pas été l'une des très nombreuses victimes de la guerre dite grande par les profiteurs de tout poil et les marchands de canons.

Il avait d'abord succédé en 1910, à 30 ans, à Henri Dauzats, à la tête de la Bourse du Travail C.G.T. de Castres comme secrétaire général. Je peux dire qu'il était aussi un grand admirateur, un ami et un partisan affirmé de Jean Jaurès comme le montre quelques uns de ses écrits et les correspondances qu'ils ont échangé.

Le congrès constitutif de l'Union Départementale des Syndicats C.G.T. du Tarn s'est tenu à Castres dans les locaux de la Bourse du Travail, le premier septembre 1912. Il y avait

48 délégués, représentant 32 syndicats, venant des différentes Chambres Syndicales, Bourses du Travail, villes et entreprises du département. C'est à l'issue de ce congrès constitutif que Marius Bigot sera élu premier secrétaire de la toute jeune Union Départementale des Bourses du Travail, des Unions Locales et des Syndicats C.G.T. du Tarn, c'était son appellation à l'origine.

Mais d'abord, quel était le contexte politique, économique du monde du travail lors de cette création en septembre 1912. Quelques dates : 1895 naissance de la C.G.T. au Congrès de Limoges, nombreuses grèves réprimées dans le sang, 1904, création du journal « l'Humanité » par Jean Jaurès, 1905 création du Parti Socialiste Section Française de l'Internationale Ouvrière, loi de séparation des églises et de l'état, j'arrêteraï là cette énumération.

C'est tout au long du tout début du vingtième siècle (entre 1900 et 1914) que vont se constituer les différentes Unions Départementales des syndicats C.G.T. dans la majorité des départements français.

Elles naissent d'une nécessité de coordonner les luttes des différents syndicats de métier ou d'entreprise, des Bourses du Travail et Chambres Syndicales à ce niveau de l'organisation administrative du pays, le département. L'ampleur des luttes dans l'ensemble du pays, le désir des ouvriers de s'émanciper et de s'entraider, la nécessité impérieuse de coordonner toutes les actions ouvrières à la fin du dix neuvième siècle vont amener les diverses formes d'organisation à s'unir pour accroître leur efficacité dans un mouvement syndical fortement organisé et structuré. Ce n'est pas sans difficultés que les militants convaincront les travailleurs d'agir contre l'exploitation féroce des capitalistes dont la devise est avant tout : « enrichissons-nous ».

Le contexte national de la création de l'Union Départementale :

Les gouvernements bourgeois qui se sont succédés depuis l'abdication de Badinguet en septembre 1870, sont aux ordres plus ou moins directement des possédants, avec tout ce que comprend l'appareil d'état. Les préfets et sous-préfets, représentants directs du pouvoir central dans les départements et les arrondissements, sont des interlocuteurs des chambres patronales, ancêtres du MEDEF.

Pour les organisations ouvrières, il est trop souvent impossible de les rencontrer, tant pour des syndicats corporatifs dans les entreprises que pour les représentants des Bourses du Travail dans les localités. Les services de l'Etat sont de plus très réceptifs aux nombreuses plaintes et jérémiades du patronat local organisé à ce niveau depuis plusieurs années. Ils apportent un soutien constant aux patrons lors des conflits du travail, mettant à leur disposition les forces dites de l'ordre, de l'ordre patronal je devrais dire.

Les services de police, sous la coupe directe des représentants du pouvoir, sont toujours aux aguets pour contrer toute velléité de lutte, fut-elle pacifique, de la part des ouvriers toujours présentés comme des fauteurs de troubles imbibés d'alcool, qui veulent spolier les « pauvres industriels bourgeois qui leur donnent du travail et les font vivre ».

Les spadassins du ministre de l'intérieur sont aussi l'œil et l'oreille de ce service de surveillance des mouvements ouvriers qui deviendra un peu plus tard les renseignements généraux rentrés aujourd'hui en partie dans le giron de la D.C.R.I .. Ils renseignent également, très souvent, l'ensemble du patronat local sur l'atmosphère dans les syndicats, sur les militants, les meneurs, ils espionnent dans les quartiers et dans les cités ouvrières des villes industrielles. Ils sont présents dans tous les lieux où se réunissent les ouvriers pour tenter de connaître leurs intentions et prévenir leurs supérieurs hiérarchiques.

Toute une organisation existe, au niveau régalién, pour éviter que les idées révolutionnaires et socialistes ne se répandent et surtout d'éviter le risque extrême d'être

appliquées sur le terrain par ceux qui subissaient la contrainte des dures lois de l'exploitation capitaliste dans l'entreprise et dans la cité.

Après les nombreuses envolées utopistes de la fin du dix huitième et celles du dix neuvième siècle et surtout les différentes Communes de 1871 (Paris, Marseille, Toulouse, Narbonne et bien d'autres comme celle de Kabylie en Algérie) vient le temps de tirer les leçons de ces luttes qui, ont échoué, souvent par manque de réflexion et d'expérience.

Toutes ces tentatives de révolutions prolétariennes sont d'ailleurs réprimées dans un bain de sang et une répression féroce et aveugle déportant les rescapés à Nouméa, à Cayenne ou en Algérie. Comme ce fût le cas à Mazamet en 1854 pour les opposants au coup d'état de Napoléon le petit comme le surnommait Victor Hugo.

La bourgeoisie, qui a eu très peur en 1871, ne veut surtout pas de la moindre tentative d'aller vers une socialisation des moyens de production et d'échanges où elle perdrait entièrement l'ensemble de ses immenses privilèges qui lui permettent de dominer la vie économique, sociale et politique du pays.

Pour elle la solution passe par une surveillance et une répression de tous les instants de ce que font, disent et pensent ceux qui travaillent dans leurs ateliers et leurs usines. Ils veulent éviter à tout prix toute tentative de prise du pouvoir par ceux qui représentent la masse productive du peuple de France.

Les idées socialistes naissantes, mais très diverses puisqu'elles vont du réformisme proudhonien, aux idéaux marxistes, font leur chemin dans un nombre grandissant de têtes ouvrières, dans notre département, Jean Jaurès en est, en partie, l'un des promoteurs, surtout dans le Carmausin et le Castrais. L'idée d'unité des travailleurs avance elle aussi, ce qui a provoqué l'unification d'un grand nombre de courants socialistes en 1905 rejoignant la deuxième Internationale Socialiste et créant en France le parti socialiste S.F.I.O..

Les principes énoncés par Marx et Engels commencent à être connus du peuple et la conscience de la réalité de l'exploitation capitaliste commence à être perçue clairement par une minorité du monde du travail et aussi par quelques intellectuels avant-gardistes.

La nécessité d'une organisation puissante et combative s'exprime de plus en plus dans tous les Congrès de la C.G.T. dans cette fin du dix neuvième siècle et début du vingtième.

Les ouvriers de ce siècle naissant ont compris qu'en unissant leurs forces et leurs luttes au niveau des localités, des départements, du Pays, ils seront bien plus forts et efficaces face à des bourgeois qui ne pensent qu'à les diviser pour mieux les exploiter au maximum, à les réduire à la misère noire pour grossir encore plus leurs colossales fortunes.

Donc c'est dans cette atmosphère que vont naître les premières Unions Départementales des Syndicats, des Unions Locales et des Bourses du Travail C.G.T. . Elles vont être créées à partir de 1900, soit moins de 5 ans après la naissance de la Confédération Générale du Travail regroupant essentiellement les Syndicats de métiers, les Fédérations d'Industrie et les Bourses du Travail, pour les toutes premières d'entre elles.

Je reprendrais ici une partie de l'intervention d'Ernest Klemczynski,* rapporteur de la commission chargée des Unions Départementales et Régionales devant le neuvième Congrès de la C.G.T. qui s'est tenu à Amiens du 8 au 14 octobre 1906. Congrès que nous connaissons d'ailleurs sous l'appellation de l'une de ses principales et presque unique décisions sous le nom de « Charte d'Amiens » qui a monopolisé la quasi totalité des débats de ce Congrès resté très célèbre pour cela.

« D'abord, les Unions de ce genre existent et leur nombre à doublé depuis le Congrès de Bourges. (1904) Elles répondent à un besoin important des ouvriers. » Il ajoutera qu'il est très urgent qu'une décision définitive soit prise à ce Congrès Confédéral des Syndicats de 1906. Les congressistes vont charger le Congrès des Bourses du Travail, qui doit suivre dans la même période, de préparer cette décision.

Il n'y aura pas donc pas de texte concernant ce sujet pris lors de ce Congrès de 1906, les débats, assez houleux d'ailleurs, ayant été trustés essentiellement par la discussion sur l'indépendance syndicale et son rapport à la politique, aux églises et aux courants philosophiques existants. Les deux motions en présence qui se sont affrontées, celle de Victor Griffuelhes pour l'indépendance est largement majoritaire. Elle est opposée à celle de Victor Renard prônant de fortes liaisons organiques avec le Parti Socialiste Unifié né un an auparavant comme cela existe en Grande Bretagne entre les Trades Unions et le Labour Party. Cette dernière motion sera rejetée par un très forte majorité de près de 94 %.

La situation dans le Tarn :

L'industrialisation du département du Tarn a commencé depuis de nombreuses années, pour certaines usines, ateliers ou mines, depuis la deuxième moitié du dix huitième siècle. C'est très varié, avec le textile à Mazamet, Labastide-Rouairoux, Castres. La mégisserie naissante à Graulhet . La chapellerie à Albi qui est encore florissante avec plus de mille salariés en 1905 et l'extraction de la houille qui bat son plein tant à Carmaux qu'à Cagnac. Toutefois, une forte majorité des ouvriers travaillent dans de toutes petites entreprises artisanales comme l'ébénisterie, le bâtiment, la confection, etc.....

Ce département à une importante expérience des luttes et de la solidarité dans l'action comme en témoignent les luttes des mineurs de Carmaux en 1882 pour les salaires, de 1892 pour la réintégration de Jean-Baptiste Calvignac premier maire ouvrier d'une ville de plus de 7.000 habitants, celle des verriers de cette même ville qui se terminera par la création de la Verrerie Ouvrière d'Albi en 1895, Les grèves des délainiers de Mazamet en 1909 qui durera près de quatre mois et qui se terminera par une victoire totale des ouvriers, celle des mégissiers de Graulhet en 1909, 1910 qui sera aussi longue, celle des fileurs de Castres en 1912, 1913 et cette liste est très loin d'être exhaustive.

Ces grèves, longues, dures, sont toujours accompagnées de grands mouvements de solidarité de la part des autres travailleurs du département, tant au niveau local avec les « soupes communistes » qu'au niveau départemental que régional avec la « transportation des enfants ». Ces mouvements de solidarité soulignent la nécessité de créer un échelon départemental pour la gestion de ces actions longues et pour une coordination des luttes et la mise en place d'une solidarité active dans l'action à tous les niveaux de l'organisation syndicale.

Les jeunes syndicats, Bourses du Travail ou Chambres Syndicales se sont créées dans tous les centres de productions du département, souvent bien avant la loi Waldeck Rousseau du 21 mars 1884 reconnaissant le droit d'association pour les ouvriers. Cette classe ouvrière naissante aspire à de meilleures conditions de vie et surtout de voir s'éloigner cette misère qui les frappe eux et leurs familles. Misère dans laquelle les maintiennent des salaires qui ne leur permettent pas de renouveler convenablement leur propre force de travail.

Marius Bigot, Un militant Castrais de la C.G.T., un réorganisateur de la Bourse du Travail de Castres :

C'est donc dans ce climat de luttes sociales importantes, longues, et souvent très dures que va naître l'Union Départementale des syndicats du Tarn le premier septembre 1912 par un Congrès constitutif qui se tiendra à la Bourse du Travail de Castres où sera le premier siège de l'U.D. pendant un temps assez court, environ deux mois, avant d'être transféré à Albi à l'ancienne Bourse du Travail qui se trouvait au dessus du ruisseau le 'Bondidou', sur le côté

gauche hôpital de ce qui est aujourd'hui la place La Pérouse, dans les premiers locaux inaugurés en septembre 1899 par Jean Jaurès.

Marius Bigot, qui a été l'initiateur de ce Congrès de création de l'U.D., en deviendra donc le premier Secrétaire Général de la toute nouvelle Union Départementale des Bourses du Travail des Unions Locales et des Syndicats C.G.T. du Tarn.

C'est de lui que je vais tenter de vous parler maintenant.

Marius Bigot est donc né le 13 mai 1880 à Castres dans une famille de petits commerçants. Il fait de solides études qui lui permettront de maîtriser parfaitement la langue française.

Très tôt, il fût attiré par la sculpture sur bois qui était chez lui une véritable passion et il en fit d'ailleurs son métier. Métier qu'il avait appris lors de son tour de France comme compagnon. A la fin de son périple, en Savoie, il rencontrera Rosa Jay, fille de garde – barrière, qui deviendra son épouse le 22 octobre 1902.

Son tour de France terminé, le jeune couple s'installe à Castres rue d'Hauterive, à tout juste une encablure de la Bourse du Travail rue Ferdinand Buisson. Ils auront quatre enfants Henri, Albert, Paulette et Claude. Ce dernier, conçu lors d'une permission fin 1917, naîtra en 1918 et ne connaîtra jamais son père.

Tout jeune, Marius Bigot est scandalisé par les conditions faites aux ouvrières et aux ouvriers. Leurs vies sont faites de misères et de maladies comme la tuberculose qui fait des ravages alors que les bourgeois s'enrichissent de plus en plus et colonisent les allées du pouvoir pour défendre leurs immenses fortunes.

Il s'engage donc dans la lutte dans le syndicat des ouvriers sculpteurs sur bois dès qu'il commence à travailler. Rapidement, son charisme et sa volonté d'action en font un dirigeant de son organisation corporative d'abord, puis de la Bourse du Travail de Castres. Il devient membre du secrétariat de la Bourse dont le secrétaire général est Henri Dauzats. Son militantisme fait de lui un dirigeant reconnu par l'ensemble de ses pairs.

A 30 ans, au moment du renouvellement de la direction de la Bourse du Travail de Castres, Dauzats ne se représentant pas, il est élu à l'unanimité comme le deuxième Secrétaire Général de la Bourse du Travail de Castres, l'actuelle Union Locale, succédant donc à Henri Dauzats en 1910.

A partir de là, il va montrer la plénitude de ses capacités d'organisateur. Il va tout d'abord relancer la publication de « La Tribune Syndicale » le bulletin de la Bourse du Travail qui paraît tous les trois mois mais qui s'était éloigné de cette périodicité. Marius Bigot va mettre tout en œuvre pour respecter les délais de parution et en faire un vrai bulletin syndical à la portée de tous.

Il va travailler sans relâche à réorganiser tous les syndicats adhérents de la Bourse du travail et va fortement impulser leur développement dans les entreprises. Le nombre des affiliés aux différents syndicats progresse de façon très importante. Je ne citerais que deux chiffres qui nous sont connus et qui sont certainement partiels : en 1904, le nombre de cotisants aux différents syndicats affiliés à la Bourse du Travail de Castres était de 440, au premier janvier 1914, ils étaient 644 soit presque 50% de plus en dix ans. Son travail avait été payant pour l'organisation. (Chiffres puisés dans le livre collectif : « Grands Jours de Castres »). Le nombre des cotisants était sans doute plus importants puisque ceux-ci proviennent d'informations partielles trouvées par l'auteur de l'article aux Archives Départementales à Albi.

Marius Bigot va réorganiser cette organisation locale, en en faisant un outil de lutte au service des travailleurs du castrais. Il va tenter de créer une caisse de propagande pour permettre l'information par l'organisation syndicale de tous les ouvriers de l'arrondissement de Castres. Cette caisse devait subvenir à la venue de conférenciers extérieurs, à la tenue de meetings, à l'affichage et à la publication des appels issus de la Confédération au niveau

national tout comme à ceux venant de la Bourse du Travail de Castres. Son souci de l'information, on dirait aujourd'hui de la communication, montre qu'il était également un visionnaire.

Il va travailler également à créer une section de jeunes syndicalistes de la Bourse du Travail de Castres, comme souhaité par la Confédération « à seule fin d'enlever la jeunesse de l'influence de la bourgeoisie et de préparer des camarades militants pour l'avenir de la classe ouvrière ».

Il va travailler également à remettre à flots la caisse de résistance pour les ouvriers en cas de grève.

La naissance de l'Union Départementale des Bourses du Travail, des Unions Locales et des Syndicats du Tarn le premier septembre 1912 :

Toute l'œuvre de Marius Bigot est dirigée par sa volonté de développer et d'unir l'organisation C.G.T. et son grand désir de regrouper les travailleurs, à tous les niveaux, pour être plus efficaces dans l'action commune face à un patronat, qui lui, se serre les coudes malgré des divergences apparentes d'intérêts personnels ou concurrentiels.

Marius Bigot est donc un chaud partisan de la création des Unions Départementales pour unifier les luttes des différentes corporations et métiers qu'il côtoie à la Bourse du Travail de la localité où il travaille. Là, je citerais Joachim-Pierre Palacin : « Il donne une grande impulsion à son organisation en déployant des efforts importants en direction des femmes, souvent encore bien plus mal payées, nombreuses dans les filatures et dans les entreprises de la bonneterie où elles subissent de nombreuses vexations et brimades de la part des patrons ». Ces dernières sont considérées comme un sous prolétariat par les employeurs mais aussi, assez souvent, par une partie de leurs collègues masculins.

Les femmes sont très nombreuses dans les industries textiles du département, surtout dans le sud mais aussi dans les mines, au « triage ». Ces secteurs ne sont pas réputés pour pratiquer des salaires élevés pour les travailleurs masculins et encore moins pour les femmes. En ce début du vingtième siècle, les salaires féminins sont inférieurs de plus de trente à quarante pour cent de ceux de leurs homologues masculins. Dans le sud du Tarn il sont le plus souvent inférieurs à la moitié des rémunérations des hommes. Il est donc grand temps d'organiser les femmes qui travaillent pour leur garantir un vrai salaire à une période où il était courant de considérer le salaire des femmes comme un complément de salaire des hommes. Un argument répété par le patronat pour placer les femmes travailleuses dans une position d'infériorité pour mieux les exploiter. Il va donc les imposer au sein de l'organisation syndicale d'où, seulement quelques années auparavant elles étaient exclues.

Elles rentreront en force dans la production et dans le mouvement syndical dès le début de la première guerre mondiale pour remplacer leurs maris, leurs pères ou leurs fils mobilisés.

Lorsque Marius Bigot devient le Secrétaire Général de l'Union Départementale des syndicats du Tarn, il a une certaine expérience de l'action syndicale à tous les niveaux.

Militant de la Fédération des industries du bois, il a assisté à de nombreux Congrès Corporatifs et Confédéraux. Il a participé aux dixième Congrès de Toulouse en 1910, puis il participera à celui de 1912 au Havre. Il a donc l'envergure d'un futur dirigeant syndical certainement dans sa fédération voire au niveau de la confédération. De plus il a toujours œuvré pour le rassemblement des salariés, pensant que plus on est nombreux dans l'action, face au patronat, plus les chances de succès des luttes sont grandes.

Lors du congrès de création de l'Union Départementale des Bourses du Travail, des Unions Locales et des Syndicats du Tarn, le projet fut adopté à l'unanimité malgré une

certaine opposition des Bourses du Travail d'Albi et de Mazamet. Cette organisation sera opérationnelle à compter du premier janvier 1913. Sa caisse sera alimentée par les cotisations versées par les syndicats professionnels et les Unions Locales. Elle adhèrera à la C.G.T. à compter du jour de sa création.

La direction de l'Union départementale était assurée par Marius Bigot qui en était le Secrétaire Général. Il avait à ses côtés plusieurs militants des syndicats professionnels et des Bourses du travail. Il avait donc avec lui 1 typographe d'Albi, 1 Tailleur de Carmaux, 2 métallurgistes de Saint-Juéry, 1 délainier de Mazamet, 1 verrier d'Albi, 1 ardoisier de Lacaune, 1 mégissier de Graulhet.

Le syndicat des mineurs n'était pas représenté à la direction de l'Union Départementale lors de sa création. Ils y viendront quelques années plus tard.

Les buts fixés par le Congrès constitutif de l'Union Départementale à ses débuts, étaient :

«D'assurer la défense des intérêts moraux et économiques des adhérents. De fortifier les organisations existantes, d'en créer de nouvelles dans tous les centres et dans toutes les corporations et de les faire adhérer à l'Union. En un mot, par le propagande, préparer le prolétariat à réaliser son affranchissement intégral ».

A partir de ce moment là, la toute nouvelle U.D. va fonctionner jusqu'à la mobilisation générale en août 1914 et le déclenchement du conflit meurtrier qui fera en tout plus de huit millions de morts dans le monde dont un million quatre cent mille en France.

A partir de la mobilisation générale, toutes les organisations de la C.G.T. vont voir partir tous leurs militants mobilisés dans tout le pays, donc aussi dans le Tarn. Les militants restant se rallieront, pour la majorité d'entre eux à 'l'union sacrée' reniant les résolutions de Congrès et les idées de Jean Jaurès qui avait été assassiné par Vilain juste avant le déclenchement de la grande boucherie.

Marius Bigot est parmi les premiers mobilisés. Il rejoint son unité dans les tout premiers jours de ce mois d'août 1914.

La Bourse du travail de Castres tout comme l'Union départementale des Bourses du Travail, des Unions locales et des Syndicats du Tarn tombent en semi léthargie faute de militants partis au front. Il faudra attendre le début de l'année 1916 pour voir renaître certaines structures le plus souvent sous l'impulsion de femmes entrées en masse dans la production et les services.

Les luttes vont de nouveau se développer à compter de ce moment là, les salaires courant sans arrêt après les prix qui ne cessent d'augmenter rognant de façon importantes les revenus de celles qui remplacent, dans les usines et dans les ateliers. les hommes partis au front Elles vont se montrer très combattives même dans ce qui était considéré comme indispensable pour la poursuite du conflit, l'industrie d'armement.

Marius Bigot ne reprendra jamais son militantisme syndical, il participera à cette première guerre mondiale du début jusqu'à sa mort le 13 octobre 1918. Comme pour beaucoup de soldats, il ne reverra jamais les siens. Comme des dizaines de milliers d'autres soldats issus du mouvement ouvrier, il aura œuvré à grossir les immense fortunes des « marchands de canons » et des capitalistes de tout crin.

Marius Bigot était un militant qui était promis à un grand avenir dans la défense de la cause de la classe ouvrière française si, la guerre dite grande, n'en avait fait une des nombreuses victimes qui sont tombées pour la défense des intérêts des industriels.

Il est mort le 13 octobre 1918, à moins d'un mois du cessez-le-feu et de la fin de cette grande boucherie, je devrais dire à quelques dizaines d'heures de la fin des combats. Il s'est ajouté à la liste de ceux qui figurent sur les monuments aux morts de toutes les villes et villages Français.

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels » à dit à juste titre Anatole France.

L'Union Départementale C.G.T. renaîtra en 1916 avec Léon Batigne qui en sera le deuxième Secrétaire Général pendant un an. Jean Paulhiès lui succèdera en 1917 jusqu'à l'arrivée de Pierre Rouvet dont le portrait orne la salle de réunion de la Bourse du travail d'Albi. Ce dernier restera à la tête de l'U.D. pendant dix huit ans de 1919 à 1937. Emile Albet lui succèdera jusqu'au début 1939. Noël Sinot prendra le relais en cours d'année 1939 lorsque les militants révolutionnaires de l'ex C.G.T.U. seront chassés. Il le restera jusqu'en 1940 où le gouvernement de Vichy va interdire les organisations syndicales C.G.T. et C.F.T.C. et tentera de créer une organisation, « la charte du travail » regroupant dans une même organisation les ouvriers et les patrons. Sinot en sera l'un des défenseurs jusqu'à la libération.

Emilien Fabre prendra le flambeau à la libération jusqu'en 1949. Marcel Pélissou prendra le relais jusqu'à son élection à la chambre des députés en 1956. Robert Nespoulous, créateur de l'Institut Tarnais C.G.T. d'Histoire Sociale viendra ensuite de 1956 à 1960. Louis Augé prendra la suite jusqu'en 1970. Roger Rouanet lui succèdera pendant onze ans et cèdera sa place à Sylvain Julien en 1981 pour une durée de dix sept ans. Viendra après Roger-Pierre Lemouzy puis Michel Belières qui est l'actuel Secrétaire Général depuis maintenant près de cinq ans.

Voilà retracé succinctement, l'histoire d'un militant créateur de notre Union Départementale C.G.T. qui depuis cent ans assure la défense de tous les salariés du Tarn et est toujours au service de ceux qui luttent.

Présentation de Marius Bigot, créateur le l'U. D. lors du centenaire de l'Union Départementale des Syndicats C.G.T. du Tarn à Albi le 22 septembre 2012.

*klemczynski Ernest (1876-1930) Employé des chemins de fer du Nord, révoqué pour action syndicale, Il est Secrétaire de l'Union Départementale de l'Oise de 1901 à 1908. il sera ensuite Secrétaire de l'U.D. de l'Ain de 1908 à 1913.